

## GRAND DEBAT NATIONAL

CHELLES – 06/03/2019

### Thèmes abordés :

- Démocratie et citoyenneté
- Fiscalité et dépenses publiques

### Organisation :

- Concertation de 15 minutes par sujet sur chaque table
- Echanges entre tous les participants

### ❖ **Thème 1 : Démocratie et citoyenneté**

#### Europe

- Oui à l'Europe du peuple et non à l'Europe de l'argent : le gouvernement œuvre toujours dans le même sens, celui de l'atteinte aux droits (possibilité donnée aux patrons de licencier etc.). La faute est facilement rejetée sur l'Europe. Il y a toujours plus d'inégalités et de répression.
- Il faut l'unanimité des pays de l'UE pour prendre des décisions, on ne croit plus au changement de l'Europe.

#### L'apprentissage de la citoyenneté

- La citoyenneté devrait s'apprendre d'abord par l'éducation à l'école. La grande méfiance des citoyens vient d'une méconnaissance des institutions. Les citoyens ont du mal à comprendre où sont les centres de décision. La compréhension des institutions permettra de mieux intégrer pourquoi on paie des impôts etc.
- La citoyenneté doit être dispensée tout au long du parcours scolaire et non au travers d'une seule matière. A l'issue du parcours scolaire, les individus connaîtraient les notions de citoyenneté et de laïcité. On peut aussi expliquer aux élèves l'utilité des syndicats.

#### Vote blanc et vote obligatoire

- A partir du moment où le vote obligatoire, le vote blanc sera pris en compte. Je vote donc j'existe et ma parole est écoutée. Aujourd'hui on ne fonctionne pas encore comme ça.
- Une problématique existe si lors d'une élection tout le monde vote blanc. Comment fait-on si on ne trouve personne pour être représenté ?
- La durée de cinq ans entre deux votes est trop longue.
- Rendre le vote obligatoire pour certains scrutins mais ne pas comptabiliser le vote blanc.
- Rendre le vote obligatoire, c'est aller à l'encontre de nos libertés, de la libre participation au vote.
- Le vote blanc est compliqué dans son résultat. Si on rend le vote obligatoire, peut-être que ça aiderait à inclure un peu plus de proportionnelle. Si on intègre le vote blanc, il faut prévoir une sécurité pour anticiper la situation où aucun élu ne se dégage.

#### Référendum

- Réduire le seuil de pétitionnaire nécessaire pour lancer un référendum.
- Référendum à un échelon local, départemental voir régional.

#### Représentativité des élus

- Les gens iront voter et s'intéresseront davantage à la politique si l'Assemblée nationale est plus représentative. Il faut introduire une proportionnelle intégrale dans toutes les élections et les proportions de députés devraient être celles du premier tour des présidentielles.

- Sentiment de ne pas être représenté par les députés élus.
- Dans le système d'élection, la problématique c'est la représentation. Une idée serait celle de voter pour plusieurs noms en donnant une note de confiance à chacun des candidats. Celui qui obtiendrait la meilleure note de confiance obtiendrait le poste. Proportionnelle à 50% avant de passer à 100% en ayant vu les conséquences. Inversion élections législatives et présidentielles pour que la première soit celle des idées et ensuite celle de la personnalité la plus à même de représenter la nation.

### **Démocratie dans l'entreprise**

- Même des représentants syndicaux refont les règles pour conserver leur mandat.
- Suppression des syndicats autres que professionnels.
- La démocratie dans les lieux de travail diminue. Les organisations syndicales ne sont pas assez écoutées, ce qui est dommage pour la constructivité du dialogue.
- Il faut donner la possibilité aux salariés d'être plus protégés pour se syndiquer.
- Le problème du syndicalisme dans le privé est que les compromis nécessitent que tous les partenaires sociaux aient la volonté de négocier. Il ne faut pas que des membres du gouvernement donne des indications et mettent des barrières. Il y a un manque de confiance dans la négociation entre les partenaires sociaux et par conséquent les salariés ne voient pas l'utilité des syndicats.
- Une déléguée syndicale indique qu'elle n'a pas du tout la même impression d'inutilité des syndicats. Une fois par an, tout est négocié avec la direction (les salaires, l'embauche, la discrimination, l'égalité femme-homme) et cela porte ses fruits : en cinq ans, l'écart homme-femme est passé de 10% à 1,6%. L'ouverture à la négociation avec ce gouvernement est là.

### **Réforme parlementaire**

- Réduire le nombre de sénateurs au nombre de régions.
- Proposer le renouvellement des sièges de l'AN pour moitié tous les 2 ans et demi
- Défavorable à la réduction du nombre de parlementaires car le coût de l'Assemblée nationale ce n'est pas le problème, on a besoin des parlementaires.
- Les députés ne font pas toujours vivre ce qu'ils font par une bonne communication (lettre aux citoyens et site internet).
- Réduire le nombre de députés et de sénateurs d'un tiers.
- Pour les permanences, chaque parlementaire a une enveloppe. Il faudrait que les frais engagés soient plus transparents.
  - Intervention de la députée qui informe du contenu de la loi pour la confiance dans la vie publique et détaille les montants de chaque enveloppe allouée à son exercice.
- Sur le budget de l'Etat, le coût des parlementaires ce n'est rien. C'est aux citoyens de virer les mauvais parlementaires par le vote, il n'est pas nécessaire de réduire leur nombre.
- S'il y a un problème de cumul de mandats, c'est peut-être qu'il y en a trop.

### **Organisation territoriale**

- Fusionner les départements et régions en ne gardant que les régions.

### **Cumul des mandats**

- Le cumul des mandats pose le problème de la performance. Il faut supprimer le cumul des rémunérations liées au cumul des mandats pour le diminuer. Il faut faire attention toutefois que l'indemnité de référence des élus n'explode pas. De ce fait les élus pourront avoir plusieurs mandats s'ils le souhaitent dans l'intérêt d'un ancrage local mais sans cumuler les indemnités.
- L'interdiction de non-cumul pourrait ne s'appliquer qu'à certaines régions comme l'Île-de-France et les grandes métropoles. En milieu rural, c'est mieux pour faire remonter des informations.
- Le cumul des mandats est nécessaire pour connaître la problématique des élus locaux.

- Le cumul des mandats est limité pour l'instant pour les parlementaires et maires des grandes communes. Le maire actuel cumule plusieurs mandats locaux, ce qui pose problème.

### Laïcité

- Le débat a été relancé il y a peu. Les enfants, les élèves ne savent pas ce qu'est la laïcité. Personne ne sait vraiment ce qu'est la laïcité.
- Il y a un projet de 2012 qui évoque 15 points sur la laïcité à l'école. Il faut prendre connaissance des travaux déjà menés et en tirer les leçons.

### Participation des jeunes

- La participation des jeunes (18-30 ans) manque. Les jeunes ne se déplacent pas suffisamment dans ce genre d'exercice démocratique. Il faudrait des sujets qui attirent les jeunes vers le débat démocratique pour ensuite les orienter vers des sujets moins simples.
- Les parents peuvent inciter leurs enfants à participer à ces réunions.
- Comment faire pour que ce type de réunion soit plus visible ? Les jeunes ne sont pas forcément désintéressés, il y a un problème de communication.

## ❖ **Thème 2 : Fiscalité et dépenses publiques**

### Rapports de la Cour des comptes

- Il faudrait officialiser ces rapports pour qu'ils ne restent pas facultatifs.
- Tout le monde devrait y avoir accès et le gouvernement devrait en tenir compte dans sa prise de décision.
- Il faudrait rendre ce rapport plus accessible et que les recommandations aux collectivités territoriales et à l'Etat soient suivies d'un état des lieux de ce qui a été fait.

### Impôts

- Pour le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), car ce n'est peut-être que quelques milliards mais on en a besoin.
- L'ISF est caractéristique de notre impuissance. Avec la libre circulation des capitaux, on ne peut pas taxer tout ce qui est mobilier.
- Il faudrait remettre en place les 14 tranches d'imposition pour l'impôt sur le revenu.
- Pour diminuer les impôts de chacun, on pourrait réduire des impôts la part de TVA versée pour chaque achat à l'Etat.
- Il faut que les transactions qui se font par internet soient imposables.
- Toute entreprise commerçant sur le territoire français devrait être taxée au même titre que les entreprises françaises (GAFA).
- Il faudrait taxer à 1% les transactions financières des grandes entreprises et sociétés du CAC 40.
- Certaines niches fiscales doivent disparaître, à l'instar de la niche fiscale pour les truffeurs (ceux qui cherchent les truffes).

### Evasion et optimisation fiscales

- Il faut lutter contre l'évasion fiscale et s'en donner les moyens.
- Dans l'Union européenne, il est interdit de restreindre la circulation des capitaux. Il est donc très difficile de lutter contre l'optimisation fiscale.

### Retraites

- Il faut supprimer l'augmentation de la CSG pour tous les retraités, car c'est une double peine avec la désindexation des retraites.
- Il faudrait que les retraites soient réindexées sur l'augmentation de l'inflation.

- Compte tenu de l'espérance de vie qui augmente, on n'est pas loin d'un temps de travail égal au temps de la retraite. Ce n'est donc pas jouable de ne pas augmenter l'âge de départ à la retraite. Mais compte-tenu de l'augmentation de la productivité de chacun, comment se fait-il qu'on parte plus tard ?

### **CICE**

- Puisqu'on pense à faire faire des travaux d'intérêt général aux personnes touchant le RSA, il faudrait demander des contreparties également aux entreprises touchant le CICE.
- Pour faire des économies, il faut chercher du côté du CICE et du crédit impôt recherche.

### **Fiscalité écologique**

- L'urgence écologique est évidente mais la fiscalité est un des moyens sans être forcément la seule solution. C'est une politique écologique qu'il faut mettre en place : taxer l'alcool, les cigarettes, les voitures polluantes etc.
- Lors du pic de pollution la semaine dernière, les véhicules pouvant circuler sont celles qui ont des vignettes autorisées, les véhicules de secours et les voitures de collection qui sont pourtant très polluantes. C'est aberrant.
- Les élus et ministres veulent donner des leçons et font culpabiliser sur la transition écologique. Ce sont des représentants du peuple qui ne sont pas là pour travailler pour eux. Les économies doivent se faire par la tête. On ne va pas plaindre ceux qui disent gagner moins dans un mandat ou la fonction publique car s'ils ont franchi le pas c'est qu'ils y gagnent. La transition écologique doit être financée par les pollueurs et les grandes sociétés.
- Il manque de la transition écologique, il faut emprunter la voie de la coopération internationale. Le Pacte finance-climat proposait d'augmenter les impôts sur les sociétés de 5% dans les pays européens et cet argent servirait exclusivement à la transition écologique.

### **Coopération internationale**

- On a besoin de coopération internationale sur de nombreuses questions, notamment la transition écologique. Pour retrouver de la marge de manœuvre, il faudrait réduire le pouvoir des très grandes entreprises qui font du chantage.
- L'Europe ce doit être un système fiscal identique dans chaque pays, il faut de l'égalité.
- Il faut que les représentants trouvent des solutions innovantes.

### **Dépenses territoriales**

- A quoi servent certaines entités territoriales ? Les budgets de administrations sont réduits si ces dernières parviennent à les optimiser, chacun se garde donc d'optimiser son budget pour conserver ses dotations.
- Les regroupements de communes sont obligatoires pour les communes rurales afin de faire des économies. Beaucoup de personnes sont bénévoles dans les petites communes (le maçon du village vérifie en rentrant le soir l'état du nouveau rond-point etc.), qu'il faudra remplacer par des salariés. Il y aura donc peut-être des économies d'échelle en matériaux mais pas en termes de salaire.

### **Utilisation de l'argent public**

- L'Education nationale est un des plus gros postes de dépenses de la nation. Pourquoi les professeurs sont-ils aussi mal payés ? Le budget est-il bien utilisé ?
- Les anciens élus, ministres et présidents bénéficient d'avantages dont ils n'ont pas forcément besoin.
- Valérie Giscard d'Estaing coûte 30 000€ par mois aux citoyens. Emmanuel Macron a dit qu'il allait changer ça.

- De l'argent il y en a en France mais il est mal dépensé. Quand on dépasse une certaine somme, il faut faire un appel d'offre et il suffit que les entreprises y répondant se mettent d'accord pour que les prix soient plus élevés.
- L'argent n'est pas dépensé à des postes utiles. Au sein de la ville, la municipalité est incapable de faire respecter la réglementation. 25 000 chellois ont potentiellement les pieds dans l'eau car les rives du canal ne sont pas entretenues.

### **Dépenses sociales**

- Les personnes âgées n'ont pas toujours les moyens de payer une maison de retraite, et le report du coût s'effectue sur les enfants.
- La France est un des pays avec le taux de prélèvement obligatoire le plus important et un des seuls pays où ce sont les collectivités qui prennent en charge des dépenses sociales. La marge de manœuvre est donc réduite dans la baisse des dépenses en la matière.
- Le placement d'un parent dans un EPAD n'est pas un choix mais une obligation car cela coûte cher et les résidents ne sont pas très bien soignés. Il faudrait aider les familles à subvenir aux besoins de leurs proches.

### **Immobilier / Logement**

- L'investissement immobilier est encouragé par des réductions d'impôt. La fiscalité devrait être mieux ciblée.
- Les banques investissent dans l'immobilier, il faudrait plus d'organes de contrôle à ce sujet et plus de transparence.
- Les offices publics de l'habitat (OPH) reçoivent des financements de l'Etat. Des personnes âgées y sont locataires et ne peuvent déménager dans un logement plus petit et plus adapté car le loyer du nouveau logement sera plus élevé. La solution serait de mettre en place une taxe pour permettre aux retraités du parc locatif public de payer un petit loyer et donc de bénéficier d'un plus grand pouvoir d'achat. Cette taxe se ferait sur le même schéma que la taxe foncière sur le bâti qui sert à l'investissement.
- Les jeunes sont abandonnés.
- Pour les jeunes qui souhaitent louer un logement, c'est très compliqué. Il y a énormément de logements vides du fait du risque d'impayés. Une solution consisterait à concevoir un organisme qui servirait d'assurance en cas d'impayé.
  - La Députée informe de l'existence de la garantie VISALE qui assure ce rôle de garant.
- Les agences n'acceptent pas les dossiers VISALE et beaucoup de propriétaires louent des logements insalubres.
- Il y a de nombreux marchands de sommeil dans certaines communes.
- Il ne faudrait plus qu'il y ait de SDF.
- De plus en plus de femmes meurent sous les coups car elles ne sont pas relogées. La prise en compte de ce critère de priorité de relogement est importante.
- Un grand ménage sur les logements de fonction inoccupés à Paris permettrait de loger pas mal de monde.